

Les lettres d'actualité – États-Unis - Canada



Flash Agri

Zone Amérique du Nord
Septembre 2020 – #272

Par [Zachary Ammerman](#)

SOMMAIRE

FOCUS SUR

- COVID-19 : second programme d'aides directes aux agriculteurs américains
- Le budget provisoire voté par la Chambre des Représentants inclut 8 Mds\$ d'aide alimentaire supplémentaire

AGRICULTURE ET BIOMASSE

- Impact sur l'agriculture des feux de forêts dans l'Ouest américain
- Un haut dirigeant de l'USDA critique vivement le Pacte vert pour l'Europe

COMMERCE INTERNATIONAL

- Les Etats-Unis interdisent partiellement les importations chinoises de coton
- Les organisations agricoles ne souhaitent pas le retrait des Etats-Unis de l'OMC

SÉCURITÉ SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE

- Epidémie de salmonellose liée à des pêches
- Utilisation de l'intelligence artificielle pour le screening des importations par la FDA

ALIMENTATION, QUALITÉ ET NUTRITION

- Rapport sur les résidus de pesticides dans les fruits et légumes frais

EN BREF

SIGLIER

CDC – Centers for Disease Control and Prevention

EBT – Electronic Benefits Transfer

EPA – L'équivalent américain du Ministère de l'Environnement

FDA - Food and Drug Administration

ITC – International Trade Commission

Mds\$ / Mds\$ - Milliard(s) de dollars américains

OMC – Organisation Mondiale du Commerce

SNAP - Supplemental Nutrition Assistance Program, principal programme d'aide alimentaire américain

USDA - Ministère de l'Agriculture américain

USTR - Représentant au Commerce

FOCUS SUR

COVID-19 : second programme d'aides directes aux agriculteurs américains

Le 18 septembre, l'USDA a [détailé](#) les modalités de mise en œuvre d'un second plan de soutien aux exploitants agricoles (*Coronavirus Food Assistance Program – CFAP 2*), d'un montant estimé à près de 14 Mds\$, pour compenser les baisses de prix et l'augmentation des coûts de commercialisation causées par la pandémie de COVID-19.

Annoncé par le Président Trump lors d'un rassemblement de campagne dans le Wisconsin, le CFAP 2 prend le relais du programme CFAP mis en place le 19 mai 2020 (cf. [FA fin mai 20](#)), pour lequel le dépôt des demandes s'est achevé le 11 septembre, et qui comportait 16 Mds\$ de paiements directs dont seulement 10 Mds\$ ont été versés à ce jour.

Le programme CFAP 2 couvre les pertes dues à des baisses de prix pour les 3ème et 4ème trimestres 2020. Les dossiers d'indemnisation doivent être déposés entre le 21 septembre et le 11 décembre.

Les critères d'éligibilité (moins de 900 000\$ de revenu brut) et le plafond des aides (250 000 \$ par exploitant ou par exploitation) restent inchangés par rapport au premier CFAP. Ce plafonnement de l'aide est toujours fortement critiqué, en particulier par les éleveurs porcins.

L'éventail des productions bénéficiaires de cette seconde tranche d'aides a été considérablement élargi (notamment volailles, variétés de blé non couvertes précédemment, chanvre, miel, gingembre, noix de macadamia, raisin de cuve, tabac...).

Le Président du Comité sur l'agriculture de la Chambre des Représentants, Collin Peterson (D-Minnesota), a salué le nouveau programme mais souhaite que des aides soient également fournies à l'industrie de l'éthanol, touchée par la baisse de la demande de carburant, aux usines textiles qui contribuent à la production de fournitures médicales, aux producteurs de porcs et de volailles qui ont dû dépeupler leurs élevages à la suite des fermetures d'abattoirs, ainsi qu'aux producteurs sous contrat qui ont subi une perte de revenus.

Selon les données de l'USDA de début septembre, les aides publiques aux agriculteurs et aux éleveurs sont en hausse de 65 % en 2020 par rapport à l'année dernière, et devraient représenter plus d'un tiers du revenu agricole projeté pour 2020.

Le budget provisoire voté par la Chambre des Représentants inclut 8 Mds\$ d'aide alimentaire supplémentaire

Le budget provisoire (*continuing resolution*) approuvé le 22 septembre par la Chambre des Représentants comporte plusieurs mesures en faveur de l'alimentation, principalement pour les enfants et étudiants. Ce budget prévoit d'accroître de près de 8 Mds\$ le financement des programmes d'aide alimentaire, afin de prolonger jusqu'à la fin de l'année scolaire (printemps 2021) deux programmes (*Summer Food Service Program*, et *Seamless Summer Option*) conçus initialement pour fournir une aide alimentaire aux étudiants pendant les mois d'été.

Le projet de loi, qui devrait être approuvé par le Sénat et promulgué par le président, prévoit une dérogation aux exigences réglementaires pour les deux programmes qui restreignaient la distribution des repas gratuits aux étudiants. La liste des dérogations inclut les possibilités suivantes :

- Servir les repas en tout lieu et gratuitement ;
- Servir les repas individuellement, supprimant l'obligation de les servir uniquement dans le contexte d'un groupe ;
- Servir les repas en dehors de créneaux horaires spécifiques ;
- Servir des repas qui ne respectent pas [les règles strictes](#) établies sur leur contenu ;
- Possibilité pour les parents ou gardiens des élèves de venir chercher les repas pour leurs enfants.

En outre, le texte prolonge l'autorisation pour le programme pilote « *Pandemic EBT* » qui fournit aux familles la valeur monétaire des repas que les enfants auraient reçus s'ils étaient à l'école, et l'étend à Porto Rico et aux autres territoires américains.

Les organisations de défense des enfants et de lutte contre la faim ont largement salué la mesure, tout en appelant à une augmentation de 15 % du budget du programme SNAP.

Plus tôt en août, l'USDA avait déjà annoncé la prolongation de tous ses programmes d'aide alimentaire jusqu'au 31 décembre, date limite dans la loi actuelle.

AGRICULTURE ET BIOMASSE

Impact sur l'agriculture des feux de forêts dans l'Ouest américain

Une saison record de feux de forêts a d'ores et déjà dévasté près de trois millions d'hectares dans onze Etats de l'Ouest américain, dont 1,2 millions d'hectares pour la seule Californie.

Outre la destruction de forêts et de cultures, les feux ont un impact important en raison des effets secondaires de la fumée et des cendres sur les cultures de fruits et légumes et la viticulture, imposant le renforcement du lavage des produits et des tests de laboratoire sur les vins.

Un haut dirigeant de l'USDA critique vivement le Pacte vert pour l'Europe

Le Sous-secrétaire de l'USDA pour le commerce et les affaires agricoles internationales a vivement critiqué le Pacte vert pour l'Europe lors d'un sommet sur l'agriculture et l'alimentation, s'attaquant en particulier à la stratégie européenne « de la fourche à la fourchette ».

Selon Ted McKinney, les objectifs de l'Union européenne de réduction d'utilisation des pesticides seront inévitablement une source d'affrontements pour le commerce avec les États-Unis.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les Etats-Unis interdisent partiellement les importations chinoises de coton

La mesure concerne les importations chinoises de coton venant de la province de Xinjiang, en raison d'accusations de travail forcé de la population Ouïghour dans la région de l'ouest de la Chine.

L'administration avait initialement proposé une interdiction plus large incluant également les tomates, mais a réduit l'interdiction à certaines importations de coton afin d'éviter des mesures de représailles sur les tomates et le coton américains.

A ce jour, [l'ordonnance de détention](#) des Douanes américaines ne concerne qu'un seul fabricant.

Les organisations agricoles ne souhaitent pas le retrait des Etats-Unis de l'OMC

Dans une [lettre](#) adressée à l'USTR, plus de 60 organisations agricoles, dont le syndicat majoritaire *Farm Bureau*, exhortent l'administration Trump et les membres du Congrès à ne pas se retirer de l'OMC, en réaction à une menace récente du Président.

Les organisations agricoles reconnaissent que l'OMC contribue à créer des conditions de concurrence équitables pour le commerce, et qu'une participation active des Etats-Unis dans la réforme de l'organisation est fondamentale pour l'agriculture américaine, dont plus de 20 % des productions sont exportées.

SECURITE SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE

Epidémie de salmonellose liée à des pêches

Fin août, les autorités sanitaires américaines (FDA, CDC et gouvernements locaux) ont mené des investigations sur une épidémie d'infections à *Salmonella* Enteritidis touchant 78 malades aux Etats-Unis et 33 au Canada. La source de contamination s'est révélée être des pêches commercialisées par une compagnie californienne.

Les fruits ayant été expédiés dans 14 pays de par le monde, dont le Canada et le Mexique, une vaste opération de rappel a été effectuée sur les pêches commercialisées depuis le 1er juin. Des opérations de rappel ont également été menées au Canada, en Nouvelle Zélande et à Singapour.

Utilisation de l'intelligence artificielle pour le screening des importations par la FDA

Poursuivant sa stratégie de digitalisation (cf. [FA fin juil. 20](#)), la FDA annonce une nouvelle étape dans la mise en œuvre de son programme pilote, lancé au printemps 2019, sur le criblage des produits de la pêche importés.

Après validation du concept en créant l'outil de dépistage par apprentissage automatique (*Machine Learning*), grâce aux données rétrospectives sur les lots refusés à l'importation ou ayant nécessité un examen physique ou un test de laboratoire, la FDA va dorénavant appliquer l'algorithme pour sélectionner les lots qui feront l'objet d'un examen et de prélèvements.

ALIMENTATION ET NUTRITION

Rapport sur les résidus de pesticides dans les fruits et légumes frais

L'association de consommateurs *Consumer Reports* (équivalente à Que Choisir en France) a publié fin août un article ([Stop Eating Pesticides](#)) dans lequel ils analysent cinq années (2014 à 2018) de données collectées par l'USDA sur les résidus de pesticides sur 35 fruits et légumes.

Les évaluations ont porté sur les résultats d'analyses de 24 000 échantillons et tiennent compte du nombre total et du niveau de pesticides présents sur les fruits et légumes, de la fréquence à laquelle ils ont été détectés et de la toxicité en utilisant les doses chroniques de référence établies par l'EPA.

Consumer Reports conclut qu'environ la moitié des fruits et légumes non biologiques présentent peu de risques, mais que 20 % des produits (notamment haricots verts, pêches et pommes de terre) peuvent poser des risques pour la santé.

L'association appelle les agences gouvernementales et le Congrès à prendre des mesures pour protéger les consommateurs, notamment en interdisant l'utilisation agricole des pesticides les plus dangereux, en mettant à la disposition du public des bases de données faciles à consulter et en plaçant des alertes à l'importation pour les fruits et légumes sur lesquels des pesticides interdits ont été dépistés.

EN BREF

L'USDA a créé un [centre de ressources en ligne](#) destiné aux producteurs alimentaires locaux et régionaux pour mieux adapter leurs stratégies de marché à la crise de la COVID-19. La base de données, à laquelle participent 16 organisations agroalimentaires, permet la mise en partage des innovations et des bonnes pratiques développées sur le terrain.

Taiwan annonce la levée des restrictions sur les importations de viandes depuis les Etats-Unis, en autorisant la viande de porcs nourris avec de la ractopamine et la viande de bœuf d'animaux âgés de plus de 30 mois. La conclusion d'un accord commercial avec les États-Unis représente une priorité pour l'administration de la présidente Taïwanaise Tsai Ing-Wen.

L'USTR envisage des mesures contre les importations de fruits et légumes frais en provenance du Mexique, pour répondre aux accusations de concurrence déloyale portées par les agriculteurs du sud-est des Etats-Unis. Une enquête de l'ITC devrait être demandée pour les myrtilles, et des négociations engagées avec le gouvernement mexicain pour les fraises et les poivrons.

Le Canada a accusé les Etats-Unis d'utiliser une tactique dilatoire en faisant appel contre une décision de l'OMC sur le différend entre les deux pays sur les droits compensatoires américains imposés sur les importations de bois d'œuvre canadien. En effet, les Etats-Unis ont bloqué jusqu'ici la nomination de tout nouveau juge à l'Organe d'appel, rendant une décision en appel techniquement impossible.

L'industrie des pesticides aurait influencé la position américaine dans les travaux de la Task Force sur l'antibiorésistance du Codex Alimentarius, selon les médias américains. Les Etats-Unis avaient insisté pour que les lignes directrices ne fassent pas référence aux cultures ni aux fongicides.

L'USDA a prolongé plusieurs dérogations pour le programme d'aide alimentaire WIC, destiné aux femmes enceintes, nourrissons, et enfants en raison de la crise sanitaire. Ces dérogations autorisent les agences du programme à travailler largement à distance, évitant aux demandeurs d'aide d'avoir à se déplacer.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances ni celle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Directeur de la publication : Pôle agriculture et alimentation
Revu par : Agnès Poirier